

Le décollage de l'Indonésie

Troisième géant du tiers-monde et d'Asie avec 180 millions d'habitants en 1990, l'Indonésie a parcouru un chemin considérable depuis son indépendance en 1949. A cette époque 95 % de la population était illettrée, aujourd'hui la quasi-totalité des enfants est scolarisée au niveau du primaire, et 46 % de la classe d'âge correspondante suivent les cours du cycle secondaire.

L'unification politique de l'Archipel, qui s'étend sur plus de 5 000 km, comprend 300 groupes ethniques parlant 356 langues, a été réalisée pour l'essentiel par Soekarno. A la suite d'une faillite économique totale et d'une tentative de coup d'État communiste réprimée dans le sang en 1965 (plus de cinq cent mille victimes), les bases du développement économique ont été élaborées sous la direction de son successeur, Suharto. Les technocrates (souvent formés à Berkeley) et les militaires ont pris en main les destinées du pays.

TABLEAU 1
Les géants du tiers-monde :
quelques indicateurs
du développement

	Population		PIB Taux de croissance			Investisse- ment/PIB	Exports/PIB	Service de la dette/Exports
	Niveau 1990 (millions)	Croissance 1980-1990 %	1971-1981 %	1982-1988 %	1989-1990 %			
Indonésie	180	2,0	7,9	4,5	7,2	31,1	24,5	37,0
Inde	820	2,0	3,3	5,8	5,0	23,0	5,7	12,2
Chine	1 100	1,4	6,5	10,9	5,0	37,0	11,4	27,3

Source : Asian Development Outlook 1990, Asian Development Bank, Manille.

La manne pétrolière

Le boom pétrolier a ouvert une période de croissance relativement forte entre 1973 et 1981, cependant que la chute des cours du pétrole a provoqué un net ralentissement de la croissance et a rendu un ajustement nécessaire à partir de 1983. Cet ajustement a été alourdi par la montée du yen à partir de 1985, monnaie dans laquelle 60 % de la dette extérieure était libellée. Depuis 1988, la croissance a repris un rythme élevé.

Les chocs pétroliers ont été une manne — mais une manne quelque peu empoisonnée — pour l'Indonésie. Comme dans beaucoup d'autres grands pays pétroliers, cette manne a servi au financement de programmes de développement ambitieux qui se sont révélés extrêmement coûteux. Cependant, l'Indonésie tout en étant fortement endettée est parvenue à éviter — de peu sans doute — une crise financière ouverte qu'ont connue le Mexique, le Venezuela et le Nigéria. A cela plusieurs raisons, dont deux sont sans doute primordiales :

a) L'Indonésie n'a jamais sacrifié son agriculture, bien au contraire la rente pétrolière a été largement utilisée pour moderniser l'agriculture. Selon la jolie expression de J.R. Chaponnière, « l'Indonésie a semé son pétrole ». Autrefois premier importateur mondial de riz, elle est ainsi devenue auto-suffisante en 1984. Par contraste, le Mexique autrefois exportateur net de produits alimentaires est devenu importateur net.

b) En complément de sa politique agricole, l'Indonésie a su mener une gestion macro-économique relativement cohérente, notamment en évitant une surévaluation trop prolongée de sa monnaie, ce qui a permis aux activités artisanales et à l'agriculture de se développer. Afin de garder le contact avec la réalité des prix mondiaux, l'Indonésie a pratiqué de longue date une politique de multiples dévaluations.

TABLEAU 2
Part des produits énergétiques
dans les exportations indonésiennes
(en %)

1970	1980	1987	1989
31	74	50	39

Source : CBS.

Cependant, jusqu'à la fin des années quatre-vingt, l'économie indonésienne est demeurée incapable de générer une croissance élevée auto-entretenu. Le programme de réformes économiques entrepris à partir de 1983 visait à mettre en place une économie fonctionnant plus à partir des forces du marché qu'à partir des programmes gouvernementaux.

2 Les réformes

Ce programme s'est imposé ⁽¹⁾ : la réduction drastique des ressources pétrolières a amputé d'autant les revenus en dollars du gouvernement, et donc les subventions au secteur public; de même, la montée du yen à partir de 1985 a alourdi considérablement le poids du service de la dette publique, et donc réduit les ressources disponibles du gouvernement. Privé de moyens, celui-ci a dû remettre ses espoirs dans le développement du secteur privé moderne, qui est largement dominé par les Chinois. La communauté chinoise en Indonésie est très réduite (2 millions) et ne représente donc pas un danger politique réel, quoique la suspicion la concernant soit grande.

Le train de réformes touche trois domaines principaux : la banque, le commerce extérieur et les investissements. Historiquement, son point de départ est la libération des taux d'intérêt bancaires décidée en 1983. Cependant, à l'époque, la priorité est de sauver le navire du naufrage. En 1983, le gouvernement dévalue la monnaie de 27 % et ajourne sine die une quarantaine de projets d'investissements. Le programme de réformes ne devient substantiel qu'à partir de 1986, et il va depuis en s'approfondissant. Dans le domaine du commerce extérieur, les monopoles d'importation sont supprimés progressivement, les droits de douane sont réduits, les services portuaires et douaniers sont réorganisés.

Dans le domaine des investissements, on autorise d'abord les joint venture avec 95 % de participation étrangère lorsqu'elles exportent une large part de leur production, puis on autorise les joint venture à vendre aussi les produits sur le marché local, enfin les secteurs exclus sont explicitement référencés sur une liste.

Dans le domaine des services, outre la libération des taux d'intérêt bancaires, on assiste à partir de 1986 à l'ouverture du secteur bancaire aux banques multinationales, puis à la création d'un marché des capitaux. En 1988, le secteur des assurances est déréglementé.

A partir de 1987-1988, l'effet combiné des mesures de réformes se traduit par un triple boom : boom des exportations, boom des investissements étrangers et domestiques, boom de la croissance industrielle (cf. tableau 3).

TABEAU 3
Les effets
macro-économiques
des réformes

(Taux de croissance annuel %)	1986	1987	1988	1989*
Investissement total	-5,5	2,6	10,3	13
dont privé	8,7	8,1	10,4	17,7
Exportations hors pétrole	4,1	25,3	14,5	15,9
Valeur ajoutée industrielle	11,5	12,0	12,8	13,7

Source : CBS.
* Estimations.

3 Un changement de spécialisation

La structure des exportations indonésiennes s'est transformée de fond en comble depuis 1979, et cette transformation s'est encore accélérée au cours des toutes dernières années de la décennie quatre-vingt (cette mutation s'est poursuivie jusqu'à la mi-1990 selon les informations partielles disponibles). La mutation des exportations indonésiennes résulte de quatre tendances majeures :

- le déclin des exportations directes de produits primaires (bois brut, pétrole brut, minerais non ferreux);
- le développement des produits de première transformation (contreplaqués, meubles, métaux, produits raffinés);
- les fluctuations des exportations de produits énergétiques (entre 30 et 60 % des exportations selon les années);
- la montée d'une spécialisation dans les industries intenses en main-d'œuvre, caractéristique des NPI à leur première période.

(1) Dans de nombreux pays en développement il y a souvent un abîme entre les programmes de réformes annoncés et même parfois votés et la réalité. L'administration a le pouvoir de faire échouer toutes les réformes. Le pouvoir politique doit donc se donner les moyens de faire appliquer son programme. Le cas le plus spectaculaire en Indonésie a été le fait de payer les douaniers pour qu'ils restent chez eux et de faire appel à une société suisse pour contrôler les importations et les activités portuaires.

TABLEAU 4
Indonésie :
les dix premiers postes
d'exportations

	1967	1979	1988	1989*
Pétrole brut	28,9	53,2	23,8	23,0
Bois, contreplaqué	0,0	0,3	11,8	13,7
Gaz	0,1	7,2	13,8	11,2
Produits agricoles à usage industriel	24,9	18,5	9,8	13,7*
Produits agricoles de consommation	21,2	5,8	6,4	
Vêtements de confection	0,0	0,4	2,6	5,3
Métaux non ferreux	0,4	2,4	3,8	4,6
Raffinage	7,1	4,8	6,3	4,2
Bonneterie	0,0	0,0	1,3	2,7
Fer et acier	0,0	0,2	0,8	2,1

Source : CEPII, CHELEM-CD et, pour 1989, Biro Pusat Statistik.

Au total, la part des produits primaires est tombée de 90 % des exportations indonésiennes en 1967 à moins de 50 % en 1989, tandis que le textile (au sens large) est passé de 0 à 10 %. La valorisation des matières premières date de la fin des années soixante-dix. A l'époque les revenus pétroliers ont permis de développer ces industries, souvent coûteuses en investissements. L'industrie du bois a été créée à travers l'interdiction successive de l'exportation de bois brut puis de l'interdiction des exportations de Rotang (pour les meubles en rotin).

Parmi les industries de main-d'œuvre, celle de la chaussure est aujourd'hui aussi en plein développement et devrait entrer, d'ici un an ou deux, dans les dix premières catégories d'exportations. Par contre, l'électronique, autre base du développement des NPI, n'a encore fait jusqu'à présent que de très timides apparitions. Mais la visite des zones franches d'exportation montre que son développement ne saurait tarder, en particulier sur l'île de Batam qui se situe à 20 km de Singapour. Depuis la fin de 1989, les filiales des multinationales installées à Singapour ont commencé à traverser le détroit. Les salaires indonésiens sont inférieurs de moitié à ceux de Johor, en Malaisie, qui avait accueilli la première vague de délocalisation de Singapour. Conscient du risque encouru par leur ville, îlot de richesse entouré de pays très pauvres, les autorités de Singapour paraissent décidées à favoriser la stratégie de développement de l'Indonésie et de la Malaisie.

4 La dynamique d'investissement

Le développement des industries intenses en main-d'œuvre résulte de la combinaison des réformes entreprises en Indonésie et de l'évolution de la situation des NPI. L'extension progressive du modèle japonais aux quatre dragons, puis aux pays de l'ASEAN, se fait en partie à travers la délocalisation par investissement direct. Les statistiques récentes font en effet apparaître un boom des investissements des NPI en Indonésie. Si l'on compare la structure par origine des investissements approuvés dans la première moitié de 1990 avec le total cumulé des investissements, on remarque le recul très rapide des Etats-Unis, la réduction relative du rôle joué par le Japon — recul qui résulte d'une certaine méfiance réciproque — et la montée des quatre NPI qui totalisent 32,8 % des investissements étrangers. Autre signe encourageant, l'investissement domestique représente entre 70 % et 75 % des projets d'investissement pour l'exportation, ce qui montre bien que la stratégie de développement des secteurs exportateurs est très bien relayée par les clubs d'entreprise indonésiens.

TABLEAU 5
Investissements étrangers
approuvés par origine

1 ^{er} janvier-31 juillet 1990		Cumul 1967-1990	
Ventilation (en %)		Ventilation (en %)	
1 Japon	16,4	1 Japon	23,7
2 Hong Kong	14,0	2 Hong Kong	10,2
3 Taiwan	8,3	3 États-Unis	5,8
4 Pays-Bas	7,9	4 Pays-Bas	5,3
5 Corée du Sud	7,4	5 RFA	5,3
6 Australie	3,1	6 Taiwan	5,0
7 Singapour	3,1	7 Corée du Sud	4,0
TOTAL (en milliards de dollars)	5,9	TOTAL (en milliards de dollars)	35,0

Source : BKPM.

A ce rythme, les experts indonésiens espèrent pouvoir faire entrer leur pays dans la catégorie des NPI vers 1993, c'est-à-dire qu'ils pensent que la base industrielle indonésienne serait suffisamment forte pour engendrer une croissance industrielle auto-entretenu.

La crise du Golfe peut retarder ce processus. Si elle débouchait sur une grave récession américaine, elle pourrait ralentir les exportations indonésiennes de produits manufacturés et conduire à l'annulation de projets d'investissements. En sens inverse, par ailleurs, les gains réalisés sur les exportations de pétrole vont alimenter les caisses du gouvernement qui va devoir choisir entre : réduire sa dette qui est encore élevée; relancer des travaux d'infrastructure qui représentent un goulet d'étranglement; ou encore relancer un programme ambitieux d'industrialisation. L'Indonésie vit aujourd'hui une période de surchauffe. La montée des coûts de la construction et la spéculation foncière en sont le témoin. Les risques réels de dérapage existent, mais la maîtrise, la prudence et l'expérience acquises par les gestionnaires indonésiens devraient protéger de toute tentative de fuite en avant.

Cette lettre peut être citée librement à condition de mentionner la source.

Vient de paraître

ECONOMIE PROSPECTIVE INTERNATIONALE

Revue trimestrielle du CEPII (*)
N° 43, 3^e trimestre 1990, 142 pages

Une économie allemande

Rédaction :

Centre
d'études prospectives
et d'informations
internationales,
9, rue Georges-Pitard,
75015 Paris.
Tél. (1) 48 42 64 64

Rédacteur en chef :
Gérard Lafay.

Edition :

La Documentation française.
Abonnement d'un an
(8 numéros) : 186 F (France).
215 F (Etranger).
26 F (suppl. pour envoi
par avion).

Commande adressée à :
La Documentation française.
124, rue Henri-Barbusse
93308 Aubervilliers Cedex.

Règlement à réception
de la facture.

Directeur
de la publication :
Anton Brender.

CPPP n° 1462 AD.
4^e trimestre 1990
octobre 1990

Imp. Louis-Jean - GAP

Imprimé en France.

EDITORIAL

Une économie allemande : problèmes et perspectives
(Anton Brender)

ÉCONOMIES NATIONALES

L'économie de la RDA après l'union monétaire
(Christa Luft)

Des capitaux pour l'Allemagne orientale : une expérience
économique sans précédent
(Ernst-Moritz Lipp)

Les enjeux financiers de l'union monétaire allemande
(Virginie Coudert)

L'introduction du deutsche mark en RDA : la dimension
sociale
(François Bafoil)

Échanges extérieurs et potentiel industriel de l'Allemagne
orientale
(Nina Kousnetzoff et Ivan Samson)

Les conséquences macroéconomiques de la réunification
allemande
(Hélène Harasty et Jean Le Dem)

A PARTIR DE CHELEM

Les deux Allemagne
(Alix de Saint-Vaulry)

LU

Regards sur la crise est-allemande
(Daniel Pineye)

(*) En vente à la Documentation Française.

• Abonnement d'un an (4 numéros)..... 270 F (France); 345 F (Etranger); 52 F (suppl. pour envoi par avion)
• Prix du numéro..... 72,00 F